

Bulletin du FMI

ENTRETIEN AVEC OLIVIER BLANCHARD

Le FMI prône des mesures pour lutter contre le chômage et créer des emplois

Le Bulletin du FMI en ligne
Le 9 septembre 2010



File d'attente de chômeurs à New York. Aux États-Unis, la moitié des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus de six mois. (photo : Frances Roberts/Newscom)

- Une conférence pour donner au chômage une plus grande place dans le discours actuel sur la politique économique
- Dans les pays avancés, la reprise est trop timide pour réduire sensiblement le chômage
- Il est possible de faire plus pour soutenir la croissance et créer des emplois

L'Organisation internationale du travail (OIT) et le Fonds monétaire international (FMI) organisent une conférence conjointe le 13 septembre à Oslo pour réfléchir à de nouveaux moyens de créer des emplois en assurant une reprise durable de l'activité économique mondiale après la récente crise.

Cette conférence, intitulée «[Les défis de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale](#)», la première de ce type, est parrainée par le gouvernement norvégien et sera présidé par le Directeur général du BIT, Juan Somavia, et le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. À quelques jours de la conférence, le Chef économiste du FMI, [Olivier Blanchard](#), a répondu aux questions du *Bulletin du FMI en ligne* sur les objectifs de la conférence et sur les suites qu'elle pourrait avoir.

Bulletin du FMI en ligne : Pourquoi le FMI participe-t-il à l'organisation de cette conférence?

O. Blanchard : Nous voulons donner au chômage, et au coût du chômage, une plus grande place dans le discours actuel sur la politique économique. Nous avons besoin de croissance, mais d'une croissance qui crée des emplois. Pour beaucoup de gens, une reprise économique qui ne se traduit pas par la création d'emplois n'a pas beaucoup de sens. Que la croissance soit de 1 % ou de 3 %, la plupart des gens ne s'en aperçoivent guère. En revanche, que le chômage soit de 10 % ou de 5 % a pour eux une signification beaucoup plus claire : non seulement en raison des souffrances qui en résultent pour les chômeurs, mais aussi en raison de l'angoisse que cela engendre pour un grand nombre des personnes qui travaillent. Et lorsque l'on sait que, jusqu'à présent, la crise a mis au chômage [30 millions de personnes supplémentaires](#), on mesure mieux l'énorme coût humain de la crise.



O. Blanchard : «J'espère que la conférence d'Oslo réaffirmera la nécessité pour les pays de coordonner leurs politiques à moyen terme pour rééquilibrer la demande globale». (Photo FMI)

***Bulletin* : Dans ces conditions, quelle analyse faites-vous des perspectives économiques?**

O. Blanchard : Le tableau est contrasté. Dans les pays avancés, il y a une reprise de la production, mais elle est trop timide pour entraîner une baisse rapide du chômage. Il est facile de comprendre les différences de point de vue entre Wall Street et l'économie réelle. Le chômage reste élevé, en particulier dans des pays comme les États-Unis et l'Espagne. Le chômage de longue durée atteint des proportions alarmantes : aux États-Unis par exemple, la moitié des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus de six mois, ce qu'on n'avait plus vu depuis la crise des années 1930. L'évolution prévisible de l'emploi est plus encourageante dans les pays émergents et en développement que dans les pays avancés. Cela dit, les personnes qui travaillent en particulier dans les secteurs d'exportation ont souffert de la crise.

***Bulletin* : Que savons-nous des coûts de la hausse récente du chômage?**

O. Blanchard : On le lit tous les jours dans les journaux : il en résulte des tensions pour les chômeurs, leurs finances, leurs liens familiaux, leurs enfants. Tout porte à croire que le coût du chômage est très lourd.

En outre, des études ont été réalisées sur les coûts des récessions passées et des pertes d'emplois qui en ont résulté. Elles nous aident à mieux cerner les conséquences du chômage. Il en ressort en particulier que les pertes de revenu provoquées par le chômage sont persistantes : même 15 ou 20 ans après une période de chômage, les personnes touchées gagnent en moyenne 20 % de moins que les travailleurs comparables qui ont gardé leur emploi.

«Il faut agir vite, avant que le chômage ne devienne un problème structurel».

Le chômage de longue durée est particulièrement coûteux; il influe sur le moral de la personne concernée, qui perd toute confiance en soi, et conditionne le regard des autres. Plus la période de chômage est longue, plus les chances de retrouver un emploi diminuent. Aux États-Unis, une personne au chômage depuis plus de 6 mois a moins d'une chance sur 10 de retrouver un emploi dans les 30 jours.

Il faut donc agir vite, avant que le chômage ne devienne un problème structurel.

Bulletin : Que pouvons-nous faire?

O. Blanchard : compte tenu de ce coût humain et des risques du chômage de longue durée, nos politiques économiques doivent être conçues de manière à entraîner dès que possible un redressement de l'emploi. Il faut mettre à contribution la politique budgétaire et la politique monétaire pour que la reprise de la production soit aussi vigoureuse que possible : la croissance de la production est l'élément qui influe le plus sur la croissance de l'emploi. Et si nous pouvons réduire les incertitudes qui planent sur notre avenir économique, les entreprises seront moins enclines à l'attentisme et répondront à l'augmentation des ventes en recommençant à embaucher.

Bulletin : Mais les politiques budgétaires et monétaires n'ont-elles pas atteint leurs limites?

O. Blanchard : Pas nécessairement. Prenons la politique budgétaire. Ce qu'il faut aujourd'hui dans de nombreux pays avancés, c'est un programme crédible d'assainissement budgétaire à moyen terme, pas une camisole de force. Une fois que ces plans d'assainissement seront en place, la plupart des pays auront encore une marge de manœuvre pour prendre des mesures budgétaires bien ciblées, qui pourront accroître la production. Des mesures visant, par exemple, à aider les propriétaires dont l'emprunt hypothécaire est supérieur à la valeur actuelle du bien, pourraient, en plus de la bouffée d'oxygène qu'elles apporteraient à ces personnes, susciter une hausse de la demande; ce serait de l'argent bien utilisé. Des mesures incitant davantage les banques à prêter aux petites entreprises pourraient aussi avoir un effet positif à la fois du côté de l'offre et du côté de la demande. Je ne voudrais pas pousser l'argument trop loin, mais on pourrait aussi dire que, si la relance budgétaire aide à réduire le chômage et que, ce faisant, elle évite une aggravation du chômage structurel, elle pourrait en fait largement s'autofinancer et n'entraîner qu'une hausse minimale de la dette, par rapport à ce qui se passerait si on ne faisait rien.

Bulletin : Et sur le plan monétaire, y a-t-il aussi une marge de manœuvre pour réduire le chômage?

O. Blanchard : Beaucoup moins, car les taux d'intérêt directs sont déjà proches de zéro dans de nombreux pays. Mais la politique monétaire peut rester accommodante pendant les prochains trimestres, en particulier parce qu'il n'y a pas de menace d'inflation à l'horizon. Si la reprise montrait des signes d'essoufflement, les banques centrales pourraient recourir de nouveau à des instruments non conventionnels, comme elles l'ont fait au plus fort de la crise. Il ne faut pas s'attendre à des miracles, mais cela pourrait être utile.

Bulletin : N'y a-t-il pas des moyens plus directs d'intervenir sur le marché du travail pour réduire le chômage?

O. Blanchard : Si. C'est un peu une caricature, mais on pourrait dire que les politiques budgétaire et monétaire déterminent grosso modo le total des heures ouvrées et que les indicateurs du marché du travail permettent de répartir ces heures entre tous les travailleurs et peuvent ainsi atténuer les souffrances liées au chômage. Il est donc clair dans ce contexte que des allocations-chômage prolongées sont justifiées. L'argument invoqué généralement par ceux qui s'y opposent est que ce type d'allocation décourage la recherche d'emploi et, par conséquent, contribue à l'aggravation du chômage. Si cet argument peut être valable en temps normal, il n'est guère pertinent lorsque les emplois sont si rares. Dans ce cas, les entreprises n'ont aucun mal à trouver des travailleurs et une intensification de la recherche d'emploi n'aboutit qu'à un jeu de chaises musicales entre chômeurs.

«La politique monétaire peut rester accommodante pendant les prochains trimestres, en particulier parce qu'il n'y a pas de menace d'inflation à l'horizon.»

Le même raisonnement s'applique aux programmes d'emploi de courte durée. Il s'agit de formules qui offrent aux entreprises des incitations pour qu'elles gardent davantage de travailleurs moyennant une réduction des heures ouvrées et des salaires. En Allemagne, le taux de chômage a à peine bougé, grâce en partie au recours intensif à cette formule. L'argument invoqué généralement pour rejeter ces programmes est qu'ils empêchent la réallocation des emplois. Là aussi, cet argument est valable en temps normal, mais il n'est guère pertinent dans la conjoncture actuelle. Le plus urgent n'est pas de réallouer les emplois, mais de réduire le coût humain de la crise. Lorsque l'emploi se sera redressé, on pourra alors éliminer progressivement ces subventions. C'est d'ailleurs ce qui se passe en Allemagne.

***Bulletin* : Et les subventions à la création d'emplois?**

O. Blanchard : Cela fera partie du débat à Oslo. Mais il est difficile de concevoir ce type de subventions de manière à ce qu'elles encouragent les nouvelles embauches. On finit souvent par subventionner une embauche qui allait avoir lieu de toute manière. De plus, le choix des secteurs qui méritent d'être subventionnés se heurte souvent au problème de la captation politique.

Cela dit, force est de reconnaître que les secteurs financiers de nombreux pays ne sont pas encore complètement remis. C'est pour cette raison que certaines entreprises viables réduisent leurs activités ou que la création d'entreprises marque le pas, par manque de crédit. Cela est particulièrement vrai des petites et moyennes entreprises qui sont tributaires des banques pour financer leurs investissements et ont du mal à trouver des crédits ailleurs. Des subventions peuvent donc être utiles pour stimuler l'embauche dans ces entreprises. Mais ce n'est qu'un palliatif. La vraie solution consiste à accélérer la remise en état du secteur financier afin que ces entreprises aient davantage accès au crédit et recommencent à embaucher.

***Bulletin* : Pensez-vous que la conférence d'Oslo permettra de faire avancer la coordination des politiques économiques pour résoudre la crise du chômage?**

O. Blanchard : Cette conférence donnera à chacun l'occasion d'apprendre ce qui se fait ailleurs et ainsi de mieux comprendre les meilleures pratiques en matière de politiques actives de l'emploi. Il n'est pas nécessaire que ces politiques soient coordonnées au niveau international.

Mais j'espère que la conférence d'Oslo réaffirmera la nécessité pour les pays de coordonner leurs politiques à moyen terme pour rééquilibrer la demande globale. Comme le FMI l'a déjà préconisé, les pays émergents qui affichent d'importants excédents extérieurs devraient encourager la demande intérieure pour compenser la baisse de la demande engendrée par les mesures de relance budgétaire des pays avancés. Conjugué à des réformes structurelles du côté de l'offre, ce rééquilibrage de la demande rehausserait la croissance de la production mondiale. Ce serait aussi une bonne nouvelle pour la création d'emplois à moyen terme.